

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM-2021-067 - Séance du 07/07/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	24	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 7 juillet à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 01 juillet 2021.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, David CARBONELL, Valérie DALMAS, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Marie-Thérèse AMALVY, Josiane DEVESEA, Michel BAUDOUR, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Julie LUDGER, Martin FAURE.

**Absents représentés :**

Ludovic DUCAMP pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER ; Bernard VIDAL pouvoir à Carole PAHLAWAN ; Séverine MONIN pouvoir à David CARBONELL ; Olivier DURIX pouvoir à Emilie CHENOT ; Nadine GUILLON pouvoir à Philippe MARTY.

**Absent(s) :**

**Secrétaire de séance :** Martin FAURE.

**N° DLM-2021-067 - INSTAURATION D'UN PERIMETRE D'ETUDE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 424-1 DU CODE DE L'URBANISME SUR LE SECTEUR « CORAIL »**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment les dispositions de l'article L 424-1,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé,

**Vu** le rapport de Madame Valérie DALMAS, adjointe au maire déléguée à la communication, au protocole et aux cérémonies :

**Considérant** le secteur dit du Corail identifié par la commune,

**Considérant** que le secteur se situe en zone UB du PLU en vigueur, qui comprend principalement des constructions à usage d'habitat individuel, et des bâtiments d'activités de type artisanal et industriel,

**Considérant** la localisation stratégique du secteur qui constitue un enjeu pour l'entrée de Ville Est de la Commune,

**Considérant** que le secteur se situe à l'interface entre plusieurs opérations d'aménagement de réinvestissement urbain,

**Considérant** les projets et les réflexions en cours dans le secteur et les perspectives de mutation,

**Considérant** que le secteur présente aujourd'hui les caractéristiques d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'accompagner,

**Considérant** que la commune doit pouvoir encadrer les projets urbains dans ce secteur et anticiper les investissements publics inhérents dans un souci de préservation et d'amélioration du cadre de vie pour ses habitants,

**Considérant** que dans le cadre de la politique de réinvestissement urbain et de requalification des espaces publics, la Ville souhaite poursuivre sa réflexion sur la base d'études urbaines approfondies,

**Considérant** que le lancement d'une étude est nécessaire pour permettre à la commune d'appréhender et de préparer un projet d'aménagement global, adapté au secteur répondant aux besoins de la commune,

**Considérant** la nécessité de réaliser une étude sur l'aménagement du secteur dit « le Corail » afin de poursuivre les réflexions engagées sur la programmation à mettre en œuvre sur ce secteur,

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

**Considérant** que l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme, dispose qu' « il peut être sursis à statuer (...) sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations (...) susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités. »,

**Considérant** que l'instauration d'un périmètre d'étude permettra, le cas échéant, de surseoir à statuer pour une durée maximale de deux ans sur toute demande d'autorisation concernant les travaux, les constructions ou installations susceptibles de compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation des travaux publics ou de l'opération d'aménagement envisagés,

**Considérant** qu'il y a donc lieu de délibérer sur la mise en place d'un périmètre de prise en considération et de sursis à statuer sur le secteur « le Corail »,

**Considérant** que la délimitation précise du périmètre est jointe en annexe de la présente délibération,

**Considérant** que les parcelles concernées par le périmètre d'études « le Corail » figurent en annexe de la délibération,

## LE CONSEIL MUNICIPAL

après en avoir délibéré à l'unanimité,

- prend en considération la nécessité de procéder à la mise en place d'une étude d'aménagement qui permettra l'émergence d'un projet urbain sur le secteur du Corail ;
- institue un périmètre d'étude suivant les plans et le tableau listant les parcelles annexés, délimitant le secteur concerné par la réalisation de l'étude, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- décide que la procédure du sursis à statuer pourra être appliquée à toute demande d'autorisation de travaux, construction ou installation à l'intérieur dudit périmètre ;
- dit que la délibération cessera de produire ses effets si dans les dix ans de son entrée en vigueur l'opération n'a pas été engagée ;
- dit que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département et sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la mairie de Baillargues ;
- demande à Montpellier Méditerranée Métropole de procéder à la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme ;

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 7 juillet,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*